

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET PROFESSIONNEL, DE LA FORMATION
QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI**

Arrêté n° 23734 du 6 décembre 2019 fixant la composition et le mode de nomination des membres du comité d'audit de l'Agence congolaise pour l'emploi, en sigle « ACPE »

Le ministre de l'enseignement technique
et professionnel, de la formation qualifiante
et de l'emploi,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 7-2019 du 9 avril 2019 portant création de l'Agence congolaise pour l'emploi, en sigle « ACPE » ;

Vu le décret n° 2002-369 du 30 novembre 2002 fixant les attributions et la composition des organes de gestion et de tutelle des entreprises et des établissements publics ;

Vu le décret n°2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2018-461 du 15 décembre 2018 portant scission-dissolution de l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre, en sigle « ONEMO » ;

Vu le décret n°2019-168 du 1^{er} juillet 2019 portant approbation des statuts de l'Agence congolaise pour l'Emploi, en sigle « ACPE »,

Arrête :

Article premier : Le présent arrêté fixe, en application de l'article 25 des statuts de l'Agence congolaise pour l'emploi, la composition et le mode de nomination des membres du comité d'audit.

Article 2 : Le comité d'audit de l'Agence congolaise pour l'emploi est composé ainsi qu'il suit :

président : le représentant du patronat au comité de direction de l'agence ;

secrétaire : le représentant du personnel au comité de direction de l'agence ;

membres :

- un inspecteur général d'Etat ;
- un inspecteur général des finances ;
- un cabinet d'audit indépendant.

Article 3 : Les membres du comité d'audit de l'Agence congolaise pour l'emploi sont nommés par arrêté du ministre en charge de l'emploi, sur propositions :

- de la Présidence de la République, pour l'inspecteur général d'Etat ;
- du ministre en charge des finances, pour l'inspecteur général des finances ;
- du comité de direction de l'agence, pour le cabinet d'audit indépendant.

Article 4 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 6 décembre 2019

Antoine Thomas Nicéphore FYLLA SAINT-EUDES

Arrêté n° 23737 du 6 décembre 2019

portant création des agences interdépartementales, départementales et locales de l'Agence congolaise pour l'emploi, en sigle « ACPE »

Le ministre de l'enseignement technique et professionnel,
de la formation qualifiante et de l'emploi,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 7-2019 du 9 avril 2019 portant création de l'Agence congolaise pour l'emploi, en sigle « ACPE » ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2018-461 du 15 décembre 2018 portant scission-dissolution de l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre, en sigle « ONEMO » ;

Vu le décret n° 2019-168 du 1^{er} juillet 2019 portant approbation des statuts de l'Agence congolaise pour l'emploi, en sigle « ACPE »,

Arrête :

Article premier : Sont créées les agences interdépartementales, départementales et locales de l'Agence congolaise pour l'emploi, en sigle « ACPE », ci-après :

I. Agences interdépartementales, départementales et locales

1.1. L'agence interdépartementale de Pointe-Noire et du Kouilou :

- l'agence locale de Pointe-Noire 1 ;
- l'agence locale de Pointe-Noire 2 ;
- l'agence départementale du Kouilou.

1.2. L'agence interdépartementale de la Sangha et de la Likouala :

- l'agence interdépartementale et départementale de la Sangha ;
- l'agence locale de Pokola ;
- l'agence locale de Souanké ;
- l'agence départementale de la Likouala ;

1.3. L'agence interdépartementale du Niari et de la Lékoumou :

- l'agence interdépartementale et départementale du Niari ;
- l'agence départementale de la Lékoumou ;

1.4. L'agence interdépartementale de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest :

- l'agence interdépartementale et départementale de la Cuvette ;
- l'agence départementale de la Cuvette-Ouest ;

II. Agences départementales et locales

2.1. L'agence départementale de Brazzaville :

- l'agence locale de Baongo ;
- l'agence locale de Nkombo ;

2.2. L'agence départementale du Pool

- l'agence locale Pool Nord ;

2.3. L'agence départementale de la Bouenza

- l'agence locale de Nkayi 1 ;
- l'agence locale de Nkayi 2 ;

2.4. L'agence départementale des Plateaux :

- l'agence locale de Djambala ;
- l'agence locale d'Ollombo.

Article 2 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 6 décembre 2019

Antoine Thomas Nicéphore FYLLA SAINT-EUDES

Arrêté n° 23740 du 6 décembre 2019 fixant la composition et le mode de nomination des membres du comité d'audit du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, en sigle « FONEA »

Le ministre de l'enseignement technique et professionnel,
de la formation qualifiante et de l'emploi,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 8-2019 du 9 avril 2019 portant création du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, en sigle « FONEA » ;

Vu le décret n° 2002-369 du 30 novembre 2002 fixant les attributions et la composition des organes de gestion et de tutelle des entreprises et des établissements publics ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2018-461 du 15 décembre 2018 portant scission-dissolution de l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre, en sigle « ONEMO » ;

Vu le décret n° 2019-169 du 1^{er} juillet 2019 portant approbation des statuts du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, en sigle « FONEA »,

Arrête :

Article premier : Le présent arrêté fixe, en application de l'article 25 des statuts du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, la composition et le mode de nomination des membres du comité d'audit.

Article 2 : Le comité d'audit du fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage est composé ainsi qu'il suit :

président : le représentant du patronat au comité de direction du fonds ;

secrétaire : le représentant du personnel au comité de direction du fonds ;

membres :

- un inspecteur général d'Etat ;
- un inspecteur général des finances ;
- un cabinet d'audit indépendant.

Article 3 : Les membres du comité du fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage sont nommés par arrêté du ministre en charge de la formation professionnelle, sur propositions :

- de la Présidence de la République, pour

l'inspecteur général d'Etat ;

- du ministre en charge des finances, pour l'inspecteur général des finances ;
- du comité de direction du fonds, pour le cabinet d'audit indépendant.

Article 4 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait Brazzaville, le 6 décembre 2019

Antoine Thomas Nicéphore FYLLA SAINT-EUDES

Arrêté n° 23743 du 6 décembre 2019 portant création des agences interdépartementales, départementales et locales du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, en sigle « FONEA »

Le ministre de l'enseignement technique et professionnel,
de la formation qualifiante et de l'emploi,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 8-2019 du 9 avril 2019 portant création du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, en sigle « FONEA » ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2018- 461 du 15 décembre 2018 portant scission-dissolution de l'Office National de l'Emploi et de la Main-d'œuvre, en sigle « ONEMO » ;

Vu le décret n° 2019-169 du 1^{er} juillet 2019 portant approbation des statuts du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, en sigle « FONEA »,

Arrête :

Article premier : Sont créées les agences interdépartementales, départementales et locales du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, en sigle « FONEA », ci-après :

1. L'agence interdépartementale de Pointe-Noire et du Kouilou :
 - l'agence locale de Pointe-Noire périphérique ;
 - l'agence départementale du Kouilou ;
2. L'agence interdépartementale de la Sangha et de la Likouala :
 - l'agence interdépartementale et départementale de la Sangha ;
 - l'agence départementale de la Likouala ;
3. L'agence départementale de Brazzaville :
 - l'agence locale de Brazzaville périphérique.

Article 2 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 6 décembre 2019

Antoine Thomas Nicéphore FYLLA SAINT-EUDES